

Séminaire-atelier BAD sur « Approche participative dans l'élaboration des DSRP » Dakar, Sénégal 26-29 Janvier 2004.

Rapport de synthèse.

Un séminaire-atelier de la BAD sur l'approche participative dans l'élaboration des DSRP s'est tenu à Dakar (Sénégal) du 26 au 29 Janvier 2004. Il regroupant 13 pays d'Afrique Francophone. Et avait pour objectif général, le renforcement des capacités nationales des membres des équipes des DSRP dans les pays durant la phase d'élaboration/mise en œuvre et de susciter une pleine participation des OSC/ONG dans le processus.

Spécifiquement, le séminaire visait :

- l'analyse des faiblesses méthodologiques et opérationnelles des DSRP,
- l'identification des rôles et des responsabilités des OSC/ONG dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des DSRP et
- la mise en place d'un cadre permanent et souple de concertation et d'action des OSC sur les questions économiques et sociales ainsi que sur le développement durable notamment à travers le suivi-évaluation.

Pour atteindre ces résultats, à la suite du document de travail qui a fait le diagnostic des DSRP dans les différents pays et de la présentation des modules de formation, des discussions sur les expériences des pays ont eu lieu. Les différentes sessions ont ensuite débouché sur l'élaboration de plans d'action par les groupes de travail par pays.

La première journée a été marquée par des présentations et des discussions sur la problématique de la participation ainsi que par des échanges d'expériences par groupe de pays sur le caractère participatif du processus d'élaboration des DSRP. Les conclusions de ces échanges ont permis de constater que:

- (i) la participation institutionnelle, dans l'élaboration des DSRP a été effective dans tous les pays.
- (ii) le schéma est le même partout à quelques exceptions près compte tenu de l'organisation politique et administrative de chaque pays.
- (iii) le dispositif institutionnel mis en place dans chaque pays est jugé satisfaisant, souple et permet l'implication des acteurs institutionnels et non institutionnels à tous les échelons à l'exception de l'Angola où la participation de la société civile n'est qu'à titre consultatif.

Cependant, dans le cadre de la revue des différents DSRP, il sera nécessaire de renforcer la prise en compte des OSC dans les cadres institutionnels du niveau national jusqu'au niveau local.

En ce qui concerne la participation de la société civile dans le processus, les principales contraintes identifiées sont les suivantes :

- la faiblesse des capacités techniques et financières,
- la non transparence du mode de désignation des représentants de la société civile dans les différentes commissions thématiques,
- les difficultés liées à l'information et à la communication,
- la non prise en compte des réalités culturelles et de l'approche genre et
- à la non prise en compte des incidences financières de la participation.

Pour lever ces obstacles, plusieurs propositions ont émergé dont :

- la multiplication des actions de concertation, d'information et de sensibilisation à la base;
- le recours aux techniques traditionnelles de communication;
- l'approfondissement du concept de participation pour permettre aux différents acteurs d'être au même niveau de compréhension et,
- le renforcement des capacités des acteurs à différents niveaux pour une véritable citoyenneté active et l'établissement de relations de partenariat entre les différents acteurs impliqués dans le processus.

La deuxième journée a été articulée autour des présentations de l'incidence des thèmes intersectoriels (genre et pauvreté et santé de la reproduction et pauvreté) sur la pauvreté et des thèmes sur le suivi-évaluation participatif, le système d'information et la participation de la société civile dans l'exécution des budgets. Suite à ces présentations, des travaux se sont déroulés au sein des groupes socioprofessionnelles

Les résultats de ces échanges montrent que les composantes intersectorielles que les différentes parties prenantes en ont déjà pris conscience.

En ce qui concerne l'approche genre, pour sa prise en compte efficace dans les DSRP, il faudrait revoir les paradigmes et les hypothèses de travail en :

- développant une expertise en genre,
- favorisant la présence des spécialistes de l'analyse genre dans toutes les étapes du processus

- favorisant le recueil des données désagrégées par sexe et des informations sensibles par rapport au genre dans le cadre des politiques. Pour cette dernière idée, le développement des activités de recherches est nécessaire

S'agissant de l'incidence de la santé de la reproduction sur la pauvreté, il ressort des présentations et discussions qu'elle occupe une place prioritaire dans les DSRP. A cet effet, les représentants du secteur privé reconnaissent que la mise en œuvre de la politique sanitaire relève de la responsabilité du Gouvernement mais ils peuvent accompagner dans ce domaine les efforts des autorités . Le secteur privé peut assurer les fonctions suivantes:

- la fourniture des services
- la dynamisation de certaines démarches,
- la création ou le renforcement de mutuelles de santé et des coopérative de santés et
- la sponsorship des campagnes de vaccination, de lutte contre le VIH/SIDA et la promotion de la médecine traditionnelle.

Les parlementaires quant à eux se proposent de jouer un rôle de veille sur la prise en compte de cette dimension lors de l'élaboration des budgets nationaux.

La troisième journée a été articulée autour de travaux d'échanges par groupes socio-professionnels autour de l'implication de la société civile dans l'exécution des budgets nationaux et autour de la définition des rôles dans le suivi et l'exécution des DSRP ainsi que la présentation de la démarche d'élaboration de plans d'action et des discussions par groupes de pays pour la proposition de plans d'action.

Concernant la participation dans le processus d'exécution des budgets, les séminaristes ont noté que les OSC pouvaient jouer un rôle de veille et de plaidoyer . En effet, il leur appartient de créer des espaces d'interpellation afin

- :
- d'organiser un plaidoyer autour des modes de financement des SRP,
 - de promouvoir une budgétisation décentralisée (collectivités locales ensuite nation) et participative conduisant à une large participation,
 - de promouvoir la mise en place d'Observatoires de la société civile pour l'analyse et la proposition de politiques budgétaires « anti - pauvreté » en impliquant toutes les compétences,
 - d'inciter les gouvernements à la publication des Etats budgétaires et à leur certification par les cabinets d'audit indépendants,
 - de sauvegarder la fonction de veille dans l'élaboration et l'exécution des financements mis à la disposition des Etats et

- de promouvoir un cadre sous régional et régional d'échanges OSC, Secteur Privé sur le financement de la SRP
- de jouer un rôle de facilitation afin de promouvoir la collecte de recettes fiscales.

S'agissant de la participation dans le suivi-évaluation des DSRP et dans l'élaboration des systèmes d'information, on note l'existence d'un cadre institutionnel quasi-identique dans l'ensemble des pays. Toutefois, les participants ont fait remarquer la nécessité d'appuyer les cadres institutionnels dans le domaine du renforcement des capacités ainsi que de l'amélioration de la logistique notamment des structures en charge de la collecte et de la diffusion de l'information.

S'agissant de l'ultime séance de travail, à savoir des propositions de plans d'action, il y a des convergences et des divergences entre les différents groupes de pays. En effet, sur le plan des défis à relever, les convergences sont :

- le renforcement et l'implication des OSC dans le cadre institutionnel ;
- le renforcement des capacités ;
- la promotion de la transparence budgétaire et de la bonne gouvernance et
- la faiblesse des systèmes d'informations

Pour les divergences, il a été noté :

- l'implication des acteurs dans la revue des DSRP
- le renforcement des mécanismes de suivi-évaluation ;
- l'élaboration et de la mise en œuvre des lois sur la décentralisation ;
- la promotion de la dimension genre et
- l'appropriation des DSRP comme cadre de référence. Sur ce point précis, il faut remarquer une divergence interne au sein du groupe.

Sur les défis à relever convergents, on note généralement des divergences totale sur les actions à mener à l'exception du renforcement des capacités et de la nécessité d'avoir un système d'information fiable.

Le rôle attendu des parties prenantes sur les actions à mener présente des convergence dans sa quasi totalité. Toutefois, il existe des divergences sur le rôle d'appui financier de l'Etat, de contrôle du parlement, de contribution financière su secteur privé et d'appui budgétaire des partenaires.

Les plans d'actions fait ressortir des divergences totales sur les risques, les indicateurs et les échéances là où on note une convergence totale au niveau des les moyens à mettre en œuvre.

En définitive, il ressort de tout ce qui précède qu'il existe des expériences diversifiées caractérisées par une réelle volonté de faire participer toutes les composantes de la société dans les différentes étapes des DSRP. Cependant, pour une pleine participation, il faut nécessairement :

- **promouvoir des programmes de renforcement des capacités (technique, financière et humaine) de tous les acteurs,**
- **mettre en place un système permettant de prendre en charge les incidences financières de la participation,**
- **mettre en place un système d'information et de communication efficace, efficient et fluide**
- **faire un séminaire sur la définition des indicateurs et des risques,**
- **revisiter les approches méthodologiques et,**
- **promouvoir des cadres de concertation fonctionnel entre tous les acteurs et à tous les niveaux.**

Enfin, les perspectives de se séminaire se situent au niveau :

- **organisation des séminaires nationaux ;**
- **mise en œuvre des plans d'action nationaux,**
- **organisation de séminaire thématique de formation tels que le SE et les systèmes d'information,**
- **la prise en compte efficace des rôles des différents acteurs**